



DEFEND ETHIOPIA TASK FORCE EUROPE

Le 22 décembre 2021

La résolution #NoMore des Éthiopiens d'Europe

Nous, Éthiopiens et des citoyens des pays européens, membres de Défendre l'Éthiopie Task Force en Europe organisée en Belgique, République Tchèque, France, Allemagne, Irlande, Italie, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, Pays-Bas et Royaume-Uni.

Rappelant qu'en novembre et décembre 2021, des dizaines de milliers d'Éthiopiens en Europe ont organisé des manifestations et des rassemblements à Bruxelles, en Belgique (15 nov), à Londres, au Royaume-Uni (21 nov), à Rome, en Italie (21 nov), à Genève, en Suisse (25 nov), à Oslo, en Norvège (27 nov), à Dublin, en Irlande (27 nov), Milan, Italie (27 nov), Frankfurt, Allemagne (3 déc), Paris, France (4 déc), Stockholm, Suède (11 déc) et La Haye, Pays-Bas (15 déc) ainsi que 21 villes des États-Unis d'Amérique pour dire #NoMore et condamner la pression et l'intervention indues des États-Unis et de l'UE sur l'Éthiopie,

Rappelant en outre que depuis mai 2021, [le Groupe de Défendre l'Éthiopie Task Force en Europe](#) a envoyé plus de dix lettres aux membres du Parlement européen, aux ministères des affaires étrangères des pays européens, aux missions permanentes des pays européens auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, leur demandant de faire un effort pour comprendre la situation en Éthiopie et les exhortant à examiner de près les atrocités désormais connues commises par le Tigray People Liberation Front (TPLF) ;

Notant avec déception que, jusqu'à très récemment, l'UE a gaspillé des ressources en accusant le gouvernement éthiopien d'actes terroristes, ignorant le monopole légitime de l'État sur les moyens de violence, alors que les véritables terroristes ont été autorisés à attaquer le gouvernement et le peuple éthiopiens avec un joyeux abandon ;

Convaincus que nous, Éthiopiens, sommes plus préoccupés par la situation des droits de l'homme dans notre pays que n'importe quel représentant des États membres de l'Union européenne ou des États-Unis d'Amérique, et qu'à ce titre, toutes les violations des droits de l'homme dans toutes les régions d'Éthiopie devraient faire l'objet d'une enquête avec la même rigueur et la même impartialité, dans le cadre de mécanismes approuvés par la commission nationale indépendante des droits de l'homme ;

Prenant note avec consternation de la résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 17 décembre, qui établit une enquête internationale sur les droits d'une nation africaine souveraine contre son consentement, alors qu'elle applique fidèlement les recommandations d'un récent rapport sur l'enquête conjointe HCDH-CEH ;

Se félicitant de la [décision du gouvernement éthiopien](#) de ne pas coopérer avec les mécanismes établis imposés par la résolution contre son consentement, tout en réaffirmant l'engagement de l'Éthiopie à remplir ses obligations en vertu du droit international et à protéger les droits de l'homme.

Demandent à nouveau à la communauté internationale en général, et aux États-Unis et aux États membres de l'Union européenne en particulier, de :

- Cesser de s'ingérer dans la politique intérieure éthiopienne sous prétexte d'aide humanitaire et de protection des droits de l'homme et faire partie de la solution plutôt que des problèmes multiformes de la Corne de l'Afrique ;
- Soutenez le gouvernement de votre partenaire en condamnant le TPLF en tant que groupe rebelle, pour sa tentative de renverser violemment un gouvernement démocratiquement élu et ses récents actes de terreur confirmés dans les États régionaux d'Afar et d'Amhara, car cela ouvrira la voie à une paix durable pour le peuple d'Éthiopie et la Corne de l'Afrique ;
- Respecter la souveraineté de l'Éthiopie et écouter la voix du peuple éthiopien sur la base des principes et valeurs fondamentaux des États-Unis et de l'UE, qui comprennent la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme.
- Changez le récit en un récit d'équité, de justice et de parité d'estime ; abstenez-vous de faire des déclarations non corroborées et ne faites rien pour encourager, inciter ou aider davantage de violence contre votre pays partenaire - l'Éthiopie.

Conjointement avec nos compatriotes du monde entier, nous disons #NoMore aux doubles standards, **#NoMore** aux mesures coercitives et #NoMore à l'ingérence dans les affaires intérieures sous le prétexte des droits de l'homme et de l'aide humanitaire.

- Le groupe de Défendre l'Éthiopie Task Force en Europe organisé en Belgique, République tchèque, France, Allemagne, Irlande, Italie, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, Pays-Bas et Royaume-Uni.
- - [Dagmawi Yimer](#) – Italie
 - [Elias Atlabachew](#) – France
 - [Getahun Assefa](#) – Allemagne
 - [Kassahun Gedlu](#) – Norvège
 - [Kitaw Yayehyirad](#) – Suisse
 - [Mahlet Ayele](#) – Pays-Bas
 - [Rahel Dalton](#) – Irlande
 - [Sirage Detang](#) – Suède
 - [Tarekegne Asnake](#) – Espagne
 - [Teshale Mihretu](#) – République tchèque
 - [Zelalem Getahun](#) – Royaume-Uni
 - [Zerihun Assefa](#) (PhD) – Belgique